

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2013, ch. 40 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 147, No 26 (2013-12-18)

M

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36

(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 36 (sanction : 29.08.87) les art. 1 et 2, la partie I et les annexes I et II en vigueur 29.08.87 voir par. 39(1); partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201; les parties II et III ainsi que les annexes III et IV abrogées avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 voir 2008, ch. 20, art. 3

Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007 sur le — 2007, ch. 8

(Railway Continuation Act, 2007)

Le ministre du Travail

EEV, 2007, ch. 8 entre en vigueur à l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction (sanction royale 18.04.2007)

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1995 sur le — 1995, ch. 6

(Maintenance of Railway Operations Act, 1995)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 6, les parties I, II et III et les annexes I, II et III en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant la sanction de la présente loi (jour de la sanction 26.03.95) voir art. 24, 46 et 68

Maintien des services postaux, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 40

(Postal Services Continuation Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 40 (sanction : 16.10.87), la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction mais au plus tôt douze heures après celle-ci, 17.10.87

Maintien des services postaux, Loi de 1991 sur le — 1991, ch. 35

(Postal Services Continuation Act, 1991)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 35 en vigueur 30.10.91 à 6 heures 00 minute voir TR/91-144

Maintien des services postaux, Loi de 1997 sur le — 1997, ch. 34

(Postal Services Continuation Act, 1997)

Le ministre du Travail

EEV, 1997, ch. 34 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 03.12.97) voir art. 21

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(Laurier House Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 52

art. 3, 1998, ch. 31, art. 54

art. 4, 1998, ch. 31, art. 53

M

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163 (suite)

art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 54
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir*
TR/96-67
EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 *voir*
TR/99-4
EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 *voir* TR/91-2

Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 **(voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8)** *(Manitoba Act, 1870)*

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé
par S.R. 1906. *Voir* 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1
(L.R., Appendice II, n° 23)
art. 4, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 5, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B,
par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)
art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 27, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 28, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 29, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé
par S.R. 1906
art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99,
art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992,
ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35
art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé
par S.R. 1906
art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76
art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886
disposition générale, *voir* 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28,
art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi **Transfert des ressources naturelles)** *(Manitoba Natural Resource)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

Manutention des grains à Prince Rupert, Loi **sur la — 1988, ch. 1**

(Prince Rupert Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa
sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après
celle-ci

Manutention des grains à Thunder Bay, Loi **sur la — 1991, ch. 31**

(Thunder Bay Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 31 (sanction : 11.10.91) la loi entre en
vigueur le lendemain du jour de sa sanction, le 12.10.91,
mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains en Colombie- **Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25**

(British Columbia Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24),
entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date
de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures
après celle-ci *voir* par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en
vigueur 17.12.91 *voir* TR/92-3

Mariage civil, Loi sur le **— 2005, ch. 33**

(Civil Marriage Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 5, 2013, ch. 30, art. 3
art. 6, 2013, ch. 30, art. 4
art. 7, 2013, ch. 30, art. 4

M

Mariage civil, Loi sur le — 2005, ch. 33 (suite)

art. 8, 2013, ch. 30, art. 4
art. 9, 2013, ch. 30, art. 4
art. 10, 2013, ch. 30, art. 4
art. 11, 2013, ch. 30, art. 4
art. 12, 2013, ch. 30, art. 4
art. 13, 2013, ch. 30, art. 4
art. 14, abrogé, 2013, ch. 30, art. 4
art. 15, abrogé, 2013, ch. 30, art. 4
disposition générale, 2013, ch. 30, art. 2
EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005
EEV, 2013, ch. 30, art. 2 et 3 en vigueur à la sanction
26.06.2013; art. 4 en vigueur, partout au Canada,
14.08.2013 voir TR/2013-93

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46

(Marriage (Prohibited Degrees) Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, 2005, ch. 33, art. 13
art. 3, 2005, ch. 33, art. 14
EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an
après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans
une province, à la date antérieure par décret du
gouverneur en conseil à la demande de cette province voir
art. 6
EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction
20.07.2005

Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant l'acquisition de — 1986, ch. 36

(Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act)

Le ministre des Transports

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (voir L.R., ch. 28
(2^e suppl.), art. 1 et 2)
EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 voir TR/87-25

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26

(Canada Shipping Act, 2001)

Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des Pêches et des Océans (partie 5)

art. 2, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b); 2011,
ch. 15, art. 37
art. 4, 2005, ch. 29, art. 15
art. 10, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 10.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105
art. 15, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)
art. 16, 2001, ch. 29, al. 72d) et e); 2012, ch. 31, art. 156
art. 16.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)
art. 20, 2001, ch. 29, al. 72g); 2012, ch. 31, art. 157
art. 20.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.4, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.5, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 27, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 32, 2012, ch. 31, art. 158
art. 35, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16; 2012,
ch. 31, art. 159
art. 36, 2012, ch. 31, art. 160(F)
art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 31, art. 161
art. 43, 2011, ch. 15, art. 38
art. 46, 2011, ch. 15, art. 39
art. 47, 2011, ch. 15, art. 40
art. 58, 2011, ch. 15, art. 41(F)
art. 75.01, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.02, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.03, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.04, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.05, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.06, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.07, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.08, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.09, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.1, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.11, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.12, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.13, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.14, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 76, 2011, ch. 15, art. 42
art. 77, 2011, ch. 15, art. 43
art. 79, 2011, ch. 15, art. 44
art. 88, 2001, ch. 26, par. 323(4)
art. 116, 2005, ch. 29, art. 17
art. 126, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 134, abrogé, 2013, ch. 28, art. 9
art. 136, 2005, ch. 29, art. 18; 2013, ch. 28, art. 10

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

art. 139, abrogé, 2013, ch. 28, art. 11
art. 150, 2005, ch. 2, art. 8
art. 153, 2005, ch. 29, art. 19
art. 163, 2005, ch. 2, art. 9
art. 165, 2005, ch. 29, art. 21
art. 167, 2005, ch. 29, art. 22
art. 174, 2005, ch. 29, art. 23
art. 174.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23
art. 175, 2005, ch. 29, art. 23
art. 175.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23
art. 176, 2005, ch. 29, art. 24(A)
art. 177, 2005, ch. 29, art. 25
art. 179, 2005, ch. 29, art. 26
art. 180, 2005, ch. 29, art. 27
art. 183, 2005, ch. 29, art. 28
art. 185, 2005, ch. 29, art. 29
art. 189, 2005, ch. 29, art. 30
art. 194, 2005, ch. 29, art. 31
art. 210, 2005, ch. 29, art. 32
art. 229, 2001, ch. 29, al. 72*i*) et *j*)
art. 230, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 231.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 232, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 232.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 232.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72*k*)
art. 234, 2001, ch. 29, al. 72*l*)
art. 235, 2001, ch. 29, al. 72*m*)
art. 239, 2001, ch. 29, al. 72*n*) et *o*)
art. 244, 2001, ch. 29, al. 72*p*)
art. 250, 2001, ch. 26, par. 324(7)
art. 251, 2002, ch. 8, art. 195
art. 252, 2005, ch. 29, art. 33
annexe, 1, DORS/2007-109; DORS/2009-154
dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4) et 324(7)
dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72
dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20
dispositions générales, 2012, ch. 31, art. 162 et 163 (services rendus par les sociétés de classification) et 164 (application des règlements)
EEV, 2001, ch. 26
— art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction 01.11.2001;

— art. 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le 01.11.2001) *voir* par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;
— art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et 333 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
— par. 271(2) et art. 320 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction 27.03.2002
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 15, art. 105 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 112 – Non en vigueur
EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction 24.02.2005
EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-95
EEV, 2011, ch. 15, art. 37 à 44 en vigueur à la sanction 26.06.2011
EEV, 2012, ch. 31, art. 156 à 159 et 161 en vigueur à la sanction 14.12.2012;
— art. 160 et 162 réputés être entrés en vigueur 01.07.2007 *voir* par. 165(1);
— par. 163(3) réputé être entré en vigueur 31.03.2004 *voir* par. 165(2);
— par. 163(1) et (2) et art. 164 réputés être entrés en vigueur 01.01.1999 *voir* par. 165(3)
EEV, 2012, ch. 28 (sanction : 19.06.2013), art. 9 à 11 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 12 – Non en vigueur

Marine marchande du Canada, Loi sur la
— L.R. (1970), ch. S-9
(Shipping Act, Canada)

Le ministre des Transports

art. 360, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
art. 361, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 *voir* TR/98-111

M

Marquage des bois, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. T-11**

(*Timber Marking Act*)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

Marques de commerce, Loi sur les

— **L.R. (1985), ch. T-13**

(*Trade-marks Act*)

Le ministre de l'Industrie voir art. 62; le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.12 à 11.2 (TR/96-24); le ministre du Revenu national pour l'application des articles 53 à 53.3 voir art. 52

art. 2, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1)*b*); 1994, ch. 47, art. 190

art. 9, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)*c*) et *d*); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6

art. 10.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79

art. 11.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80

art. 11.11, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.12, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.13, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.14, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.15, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.16, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.17, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271

art. 11.18, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1

art. 11.19, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 11.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192

art. 12, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14

art. 14, 1994, ch. 47, art. 194

art. 16, 1994, ch. 47, art. 195

art. 19, 1993, ch. 15, art. 60

art. 20, 1994, ch. 47, art. 196

art. 26, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)*e*) et *f*)

art. 28, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2)

art. 29, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)*g*); 1994, ch. 47, art. 197

art. 30, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)*h*); 1994, ch. 47, art. 198

art. 34, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) et (4); 1994, ch. 47, art. 199

art. 38, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2)

art. 39, 1993, ch. 15, art. 67

art. 40, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)*i*); 1999, ch. 31, art. 210(F)

art. 45, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200

art. 46, 1992, ch. 1, art. 135

art. 50, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)*j*); 1999, ch. 31, art. 211(F)

art. 51, 1996, ch. 8, al. 32*r*)

art. 52, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142*j*) et par. 145(2)*j*)

art. 53, 1993, ch. 44, art. 234

art. 53.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234

art. 53.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234

art. 53.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234

art. 60, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)*j*) et par. 238(4)

art. 61, 2002, ch. 8, art. 177

art. 62, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*)

art. 63, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*) et par. 62(2)

art. 65, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201

art. 67, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71

art. 68, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71

art. 69, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)

dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)

EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90

EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 voir TR/90-90

EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 voir TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 voir TR/94-224

EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1

EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 voir TR/96-1

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48

EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
 EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 *voir* art. 2
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117
 EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 en vigueur 31.01.2008 *voir* TR/2008-18

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25

(Olympic and Paralympic Marks Act)

Le ministre de l'Industrie

ann. 2, 2007, ch. 25, art. 13; DORS/2009-332
ann. 3, 2007, ch. 25, art. 13
 EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 *voir* par. 15(2)

Meaford, Havre de (1866, ch. 78) — 1907-08, ch. 46

(Meaford Harbour (1866, c. 78))

Le ministre des Transports

Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31

(Canadian Peacekeeping Service Medal Act)

Le ministre de la Défense nationale

art. 7, 2005, ch. 10, art. 12
art. 8, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69
 EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97
 EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
 EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21

(Farm Debt Mediation Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1999, ch. 28, art. 161
 EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 *voir* TR/98-52
 EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70

Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi sur les — 2005, ch. 49

(Energy Costs Assistance Measures Act)

Le ministre des Finances

art. 3, 2005, ch. 49, art. 11; 2012, ch. 19, al. 694*be*)
 disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11
 EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694*b*) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17
 EEV, 2013, ch. 40, al. 238(1)*e*) en vigueur à la sanction 12.12.2013

Mesures de réformes équitables concernant les réfugiés, Loi sur des — 2010, ch. 8 *voir* Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

(Balanced Refugee Reform Act)

M

Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21

(*Canadian Forces Members and Veterans Re-establishment and Compensation Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

art. 3, 2011, ch. 12, art. 3; 2012, ch. 19, art. 682
art. 4, 2011, ch. 12, art. 4; abrogé, 2012, ch. 19, art. 683
art. 5, 2011, ch. 12, art. 5; abrogé, 2012, ch. 19, art. 683
art. 12, 2011, ch. 12, art. 6
art. 35, 2011, ch. 12, art. 7
art. 38, 2011, ch. 12, art. 8
art. 39, 2011, ch. 12, art. 9
art. 48, 2011, ch. 12, art. 10
art. 49, 2011, ch. 12, art. 11
art. 50, 2011, ch. 12, art. 12
art. 52.1, ajouté, 2011, ch. 12, art. 13
art. 56, 2011, ch. 12, art. 14
art. 76, 2011, ch. 12, art. 15
art. 81, 2005, ch. 21, art. 116; 2012, ch. 19, al. 695(1)b); 2013, ch. 40, al. 237(1)c)
art. 90, 2011, ch. 12, art. 16
art. 94, 2011, ch. 12, art. 17; 2012, ch. 19, art. 683
annexe 2 :
art. 2.1, ajouté, 2011, ch. 12, art. 19
disposition de coordination, 2005, ch. 21, art. 116
dispositions générales, 2011, ch. 12, art. 2, 18 et 20.1 (examen)
EEV, 2005, ch. 21, la loi, à l'exception de l'art. 116, en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54; art. 116 en vigueur à la sanction 13.05.2005
EEV, 2011, ch. 12 (sanction : 24.03.2011), art. 2 à 19 et 20.1 en vigueur 03.10.2011 voir TR/2011-81
EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 695(1)b) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17; art. 682 et 683 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir art. 684 — Non en vigueur.
EEV, 2013, ch. 40, al. 237(1)c) en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.)

(*Emergencies Act*)

Le ministre de la Défense nationale

art. 4, 2001, ch. 27, art. 248
art. 30, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249
art. 52, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)m)
EEV, L.R., ch. 22 (4^e suppl.) loi en vigueur 21.07.88
EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 voir TR/93-16
EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17

(*Special Economic Measures Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 5, 2001, ch. 4, art. 120
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)z.2)
art. 9, 2002, ch. 22, art. 396
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-47

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29

(*Foreign Extraterritorial Measures Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

titre intégral, 1996, ch. 28, art. 1
art. 2, 1996, ch. 28, art. 2
art. 2.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3
art. 3, 1996, ch. 28, art. 4

M

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29 (suite)

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)*m*); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)
art. 7, 1996, ch. 28, art. 6
art. 7.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)
art. 9, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87
art. 10, 1996, ch. 28, art. 7
annexe, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 *voir* TR/97-7
EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 *voir* TR/97-68
EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. S-15
(Special Import Measures Act)

Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile *voir* 2005, ch. 38, art. 132 et par. 145(2) *sauf* partie I.1 et partie II, le **ministre du Commerce international** *voir* par. 77.01(1) et 77.1(1)

art. 2, ch. 23 (1^{er} suppl.), art. 1; ch. 1 (2^e suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n^o 8; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(1) et (2); 1988, ch. 65, art. 23; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1)*j*); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1)*a*) et *b*); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1)*a*), *b*), *c*), (2)*a*)(A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134*a*) à *c*), al. 135*a*)(A) et al. 145(2)*i*); 2010, ch. 12, art. 1782
art. 3, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2)*a*)(A); 1999, ch. 12, art. 2
art. 4, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)*d*); 2005, ch. 38, al. 134*d*)
art. 5, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)*e*); 2005, ch. 38, al. 134*e*)
art. 6, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52*a*)(A), ch. 17, al. 183(1)*f*); 2005, ch. 38, al. 134*f*)
art. 7, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1)*c*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*g*); 2005, ch. 38, al. 134*g*)
art. 7.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148
partie I, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24

art. 8, ch. 1 (2^e suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2)*b*)(A) et *c*)(A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52*b*)(A), ch. 17, al. 183(1)*h*), *i*) et 184*a*) et *b*); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134*h*)
art. 9, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)
art. 9.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204
art. 9.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28
art. 9.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)*j*); 2005, ch. 38, al. 134*i*)
art. 9.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1)*k*); 2005, ch. 38, al. 134*j*)
art. 9.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)*l*); 2005, ch. 38, al. 134*k*)
art. 9.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4
art. 10, 1999, ch. 17, al. 183(1)*m*); 2005, ch. 38, al. 134*l*)
art. 11, ch. 1 (2^e suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1)*n*); 2001, ch. 25, art. 93
art. 12, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1)*o*) et al. 184*c*); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*m*)
art. 13.1, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94
art. 13.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1)*p*), *q*), (3)*a*)(F) et al. 184*d*); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134*n*) et al. 136*a*)(F)
art. 14, 1997, ch. 14, art. 89
art. 15, 1999, ch. 17, al. 183(1)*r*); 2005, ch. 38, al. 134*o*)
art. 16, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1)*s*) et *t*); 2005, ch. 38, al. 134*p*) et *q*)
art. 17, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)
art. 18, 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)
art. 19, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)
art. 20, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1)*u*) et al. 184*e*); 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134*r*)
art. 21, 1999, ch. 12, art. 8
art. 23.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157
art. 25, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1)*v*); 2005, ch. 38, al. 134*s*)
art. 26, 1999, ch. 12, art. 9
art. 27, 1999, ch. 12, art. 10
art. 29, 1999, ch. 17, al. 183(1)*w*); 2005, ch. 38, al. 134*t*)
art. 30, 1999, ch. 12, art. 11

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 30.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12
- art. 30.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1)x) et 184f)(A); 2005, ch. 38, al. 134u)
- art. 30.3**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1)y) et al. 184g); 2005, ch. 38, al. 134v)
- art. 30.4**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1)z); 2005, ch. 38, al. 134w)
- art. 31**, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1)z.1); 2005, ch. 38, al. 134x)
- art. 31.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1)z.2); 2005, ch. 38, al. 134y)
- art. 32**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1)z.3) et al. 184h); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 33**, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 34**, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 35**, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 35.1**, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1)z.3 et 184k); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 36**, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1)z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 37**, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184l); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 37.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184m); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 38**, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)d); 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184n) et o); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 39**, 1994, ch. 47, al. 186a); 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184p); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 40**, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24
- art. 41**, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)e), 186b et c); 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)z.4) et 184q); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 41.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186d); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 41.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 42**, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52c)(A)
- art. 43**, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.2)
- art. 44**, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)z.10)
- art. 45**, 1999, ch. 12, art. 27
- art. 46**, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.6); 2005, ch. 38, al. 134z.3)
- art. 47**, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)z.7); 2005, ch. 38, al. 134z.4)
- art. 48**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)
- art. 49**, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)d)(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)z.8) et 184r); 2005, ch. 38, al. 134z.5)
- art. 50**, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.8); 2005, ch. 38, al. 134z.5)
- art. 50.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172
- art. 51**, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186e); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.9); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 51.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, al. 184s); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 52**, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52d)(A), ch. 17, al. 183(1)z.9) et 184t); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 53**, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186f); 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)z.10), z.11) et 184u) et v); 2005, ch. 38, al. 134z.7)
- art. 53.1**, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.8)
- art. 55**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1)f); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.13); 2005, ch. 38, al. 134z.9)
- art. 56**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.14), (3)b)(F), c)(F); 2005, ch. 38, al. 134z.10) et 136b)(F) et c)(F)
- art. 57**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)z.15) et 184w); 2005, ch. 38, al. 134z.11)
- art. 58**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.16); 2005, ch. 38, al. 134z.12)
- art. 59**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 206; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)z.17), z.18) et 184x), y) et z); 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134z.13)
- art. 60**, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.19); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134z.14)
- art. 60.1**, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 61**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)z.20); 2005, ch. 38, al. 134z.15)
- art. 62**, ch. 49 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.21); 2005, ch. 38, al. 134z.16)
- art. 62.1**, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98
- art. 63**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 64**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 65**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 66**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 67**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 68**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 69**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 70**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 71**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 72**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 73**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 74**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 75**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 76**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)z.22), z.23); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11)
- art. 76.01**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.17)
- art. 76.02**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.18)
- art. 76.03**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.19)
- art. 76.04**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36
- art. 76.1**, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)z.24) et 184z.4) et z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.20)
- art. 77**, abrogé, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92
- partie I.1**, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)z.25), z.26) et 184z.6); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.21) et z.22)
- art. 77.011**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)b)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 135b)(A)
- art. 77.012**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184z.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135c)(A)
- art. 77.013**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)c)(A); 2005, ch. 38, al. 135d)(A)
- art. 77.014**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.015**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.016**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.017**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.018**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.019**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.02**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.021**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)d)(F); 2005, ch. 38, al. 136d)(F)
- art. 77.022**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.023**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.024**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.025**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.026**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.027**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.028**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.029**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.03**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.031**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.032**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.033**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.034**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.035**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.036**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.037**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.038**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17, al. 183(1)z.27), z.28) et 184z.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.23) et z.24)
- art. 77.11**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)d)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) 2005, ch. 38, al. 135e)(A)
- art. 77.12**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184z.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135f)(A)
- art. 77.13**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)e)(A); 2005, ch. 38, al. 135g)(A)
- art. 77.14**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.15**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.16**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 77.17**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.18, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.19, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
art. 77.21, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)e)(F); 2005, ch. 38, al. 136e)(F)
art. 77.22, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.23, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.24, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225z.22)(A)
art. 77.25, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.26, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.27, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.28, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
art. 77.29, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
partie III :
art. 78, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)z.29), z.30), par. (2)f)(A), (g)(A) et al. 184z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 134z.25), z.26) et 135h)(A) à j)(A)
art. 79, 1999, ch. 17, al. 183(2)h)(A); 2005, ch. 38, al. 135k)(A)
art. 80, abrogé, ch. 1 (2^e suppl.), art. 209
art. 81, ch. 1 (2^e suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.27)
art. 83, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
art. 83.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
art. 84, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)z.32), (2)i)(A) et 184z.13) et z.14); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.29) à z.31) et 135l)(A)
art. 85, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
art. 86, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
art. 87, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
art. 88.1, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)z.33) et 184z.15); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
art. 89, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
art. 91, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.34), z.35); 2005, ch. 38, al. 134z.33)et z.34)
art. 93, ch. 1 (2^e suppl.), art. 211
art. 94, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133
art. 95, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
art. 96, 1994, ch. 47, al. 185(1)h); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
art. 96.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17, al. 183(1)z.37), z.38) et 184z.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.36)
art. 96.11, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.37
art. 96.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.38)
art. 96.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F)
art. 96.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)
art. 96.4, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)
art. 97, ch. 1 (2^e suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14, art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)f)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40)
art. 98, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, ch. 1 (2^e suppl.), art. 201
disposition générale, 1988, ch. 65, art. 24
disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)
disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152
et 189 — *application*
disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — *application*
dispositions transitoires voir ch. 41, (3^e suppl.), art. 115
dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187 et 188
dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64
disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192
dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18
modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184
disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — *application*
disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — *application*
EEV, ch. 23 (1^{er} suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85
EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86
voir TR/86-206
EEV, ch. 41 (3^e suppl.), art. 115 réputé en vigueur 01.01.88
voir art. 139
EEV, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52 à 54 et 56 à 62 en vigueur 31.12.88 voir TR/89-3
EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 voir TR/89-9, voir aussi par. 150(2)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6
 EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
 EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94
 EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir* TR/95-5
 EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86
 EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur 15.04.2000 *voir* TR/2000-24
 EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111
 EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
 EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction 29.06.2000
 EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur 29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en vigueur 01.07.2002 *voir* TR/2002-95
 EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir* TR/2002-122
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1782 en vigueur 27.08.2010 *voir* TR/2010-72

Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de l'application des dispositions de cette loi, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi; (TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des articles 18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114

art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)
 art. 21, 1999, ch. 31, art. 7
 EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18
 EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de *voir* Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi sur le]

(Department of Agriculture and Agri-Food Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1
 art. 1, 1994, ch. 38, art. 2
 art. 2, 1994, ch. 38, art. 3
 art. 3, 1994, ch. 38, art. 4
 art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5
 art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6
 art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46
 art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7
 dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10
 EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9
 EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 *voir* TR/90-41
 EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9

M

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34 [Ancienne appellation : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le]

(*Department of Employment and Social Development Act*)

Ministre de l'Emploi et du développement social (2013, ch. 40, art. 206)

Titre intégral, 2013, ch. 40, art. 204

art. 1, 2013, ch. 40, art. 205

art. 2, 2012, ch. 19, art. 223; 2013, ch. 40, art. 206

Partie 1, 2013, ch. 40, art. 207

art. 3, 2013, ch. 40, art. 208

art. 4, 2013, ch. 40, art. 209

art. 5, 2012, ch. 19, art. 687

art. 6, 2012, ch. 19, art. 687

art. 7, 2012, ch. 19, art. 687

art. 8, abrogé, 2012, ch. 19, art. 687

art. 19.1, ajouté, 2009, ch. 16, art. 50

art. 20, 2010, ch. 12, art. 1723; 2013, ch. 40, art. 210

art. 21, 2005, ch. 30, par. 82(2)(A)

art. 27, 2011, ch. 24, art. 189

art. 28, 2005, ch. 30, par. 129(2); 2008, ch. 28, art. 132; 2012, ch. 31, art. 441

art. 28.1, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2); abrogé, 2008, ch. 28, art. 133; ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.3, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.4, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 29, 2010, ch. 12, art. 2201

art. 30, 2012, ch. 19, art. 282

art. 32, 2012, ch. 19, art. 283

art. 33, 2012, ch. 19, art. 283

art. 35, 2012, ch. 19, art. 284

art. 36, 2012, ch. 19, art. 285

art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 286

art. 36.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 286

art. 37, 2012, ch. 19, art. 287

art. 38, 2012, ch. 19, art. 288

art. 39, 2012, ch. 19, art. 289

art. 42, 2012, ch. 19, art. 290

art. 43, 2012, ch. 19, art. 291

partie 5, abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8); ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224

art. 44 à 50, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 224

art. 51, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224

art. 52, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224

art. 53 à 60, 2012, ch. 19, art. 224

art. 61, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

art. 62 et 63, 2012, ch. 19, art. 224

art. 64, 2012, ch. 19, art. 224, ch. 31, art. 204

art. 65 à 67, 2012, ch. 19, art. 224

art. 68, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

art. 69, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

Partie 6 (nouvelle), ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224

art. 70.1, 2013, ch. 40, art. 211

art. 71, 2005, ch. 34, par. 83(11); 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 212

art. 72, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224, 2013, ch. 40, art. 213

art. 73, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 214

Annexe, ajoutée, 2009, ch. 16, art. 51; 2012, ch. 18, art. 41, ch. 26, art. 50 et par. 62(52)

art. 2, ajouté, 2010, ch. 4, art. 43

disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129

dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83

dispositions de coordination, 2012, ch. 25, art. 60 à 64

disposition générale, 2013, ch. 40, art. 207

dispositions transitoires, 2013, ch. 40, art. 217 à 220

EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction 29.06.2005

EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des art. 82 et 83, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99; art. 82 et 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005

EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir l'erratum*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re* date du C.P.

EEV, 2009, ch. 16 (sanction : 18.06.2009), la loi en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-67

EEV, 2010, ch. 4 (sanction : 29.06.2010), art. 43 en vigueur 15.08.2011 *voir* TR/2011-55

EEV, 2010, ch. 12, art. 2201 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 1723 en vigueur 16.03.2012 *voir* TR/2012-14

EEV, 2011, ch. 24, art. 189 en vigueur à la sanction 15.12.2011

EEV, 2012, ch. 18 (sanction : 29.06.2012), art. 41 en vigueur 01.10.2012 *voir* TR/2012-71

M

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34[Ancienne appellation : **Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le**] (suite)

EEV, 2012, ch. 19, art. 223 et 224 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 282 à 291, 304 et 687 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17

EEV, 2012, ch. 26, art. 60 à 64 en vigueur à la sanction 14.12.2012; art. 50, tel que modifié par par. 62(52), en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-16

EEV, 2012, ch. 31, art. 204 en vigueur à la sanction 14.12.2012;

— par. 441(1) en vigueur 07.03.2013 *voir* TR/2013-24;

— par. 441(2) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 151. *Voir aussi* par. 463(4) avant l'abrogation [Remarque : 2012, ch. 19, par. 609(2) abrogé par 2013, ch. 40, par. 139(1)]

— par. 463(4) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 156.

EEV, 2013, ch. 40, art. 151, 156, 204 à 214 et 217 à 220 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

(*Department of the Environment Act*)

Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19

art. 6, abrogé, L.R., ch. 16 (4^e suppl.), art. 146

EEV, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 mais abrogé avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 33, art. 355

EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69

EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 *voir* TR/2000-15

Ministère de l'Environnement, *voir* Organisation du gouvernement, Loi de 1970

Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, *voir* Zones spéciales, Loi sur les

Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

(*Department of Industry Act*)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie, par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au développement économique régional au Québec (TR/95-49 et TR/96-16))

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20

art. 8, 2005, ch. 26, art. 22

art. 9, 2005, ch. 26, art. 23

art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131

art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132

art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26)(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et al. 145(2)j)

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21

dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25

EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2003, ch. 22, al. 224z.26)(A) en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-101

EEV, 2005, ch. 38, al. 145(2)j) en vigueur à la sanction 03.11.2005; al. 142g) en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31

(*Department of Citizenship and Immigration Act*)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

art. 4, 2005, ch. 38, art. 57

art. 5, 2004, ch. 15, art. 33

art. 5.1, ajouté, 2012, ch. 17, art. 78

art. 5.2, ajouté, 2012, ch. 17, art. 78

dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8

EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 *voir* TR/2004-66

M

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31 (suite)

EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

EEV, 2012, ch. 17 (sanction : 28.06.2012), art. 78 en vigueur 29.04.2013 *voir* TR/2013-48

Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2

(Department of Justice Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 3, 2006, ch. 9, art. 137

art. 4.1, ajouté, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F)

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 *voir* TR/85-153

EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8 *(Department of Health Act)*

Le ministre de la Santé

art. 4.1, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21

art. 4.2, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21

art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34

art. 32, 1996, ch. 8, art. 35b)

dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15

modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36

EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69

EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 *voir* TR/2004-137

EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 *voir* TR/2006-145

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10 *(Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act)*

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (2005, ch. 10, art. 34)

art. 4, 2007, ch. 15, art. 11

art. 5, 2012, ch. 1, al. 160e)

art. 8, 2005, ch. 10, art. 36

disposition de coordination, 2005, ch. 10, art. 35 et 36

EEV, 2005, ch. 10, art. 35 et 36 en vigueur à la sanction 23.03.2005; la loi, à l'exception des art. 35 et 36, en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 *voir* TR/2007-79

EEV, 2012, ch. 1 (sanction : 13.03.2012), al. 160e) en vigueur 28.02.2013 *voir* TR/2013-13

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le — 2013, ch. 33, art. 174

*(Department of Foreign Affairs, Trade and
Development Act)*

Le ministre des Affaires étrangères (par. 2(2)); un ministre auxiliaire pour le Commerce international (art. 4); un ministre auxiliaire du Développement international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions relatives au développement international, à la réduction de la pauvreté et à l'aide humanitaire (art. 5)

art. 11, 2013, ch. 40, art. 175

Terminologie, 2013, ch. 33, art. 195 (modifications terminologiques dans toute disposition d'une loi fédérale, la mention du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international), art. 196 à 198 (aussi *mais* remplacer par le titre différent du ministre)

EEV, 2013, ch. 33, art. 174, 195 à 198 en vigueur à la sanction 26.06.2013

EEV, 2013, ch. 40, art. 175 en vigueur à la sanction 12.12.2013

M

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-22

[Ancienne appellation : Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le]
(*Department of Foreign Affairs and International Trade Act*)

Le ministre des Affaires étrangères; le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sous le régime de l'alinéa 10(2)e) (TR/87-194 voir aussi 1994, ch. 38, par. 25(2)); le ministre des Affaires étrangères les attributions en matière de commerce international (TR/2006-11)

LOI ABROGÉE, 2013, ch. 33, art. 199 (en vigueur)
titre intégral, 1995, ch. 5, art. 1
art. 1, 1995, ch. 5, art. 2
art. 2, 1995, ch. 5, art. 2
art. 3, 1995, ch. 5, art. 3(F)
art. 4, 1995, ch. 5, art. 4
art. 7, 1995, ch. 5, art. 5
art. 8, 1995, ch. 5, art. 5
art. 9, 1995, ch. 5, art. 6(F); 2003, ch. 22, al. 224z.24)(A)
art. 10, 1995, ch. 5, art. 7
art. 10.1, ajouté, 1995, ch. 17, art. 43
art. 12, 1995, ch. 5, art. 9(F)
art. 14, abrogé, 1995, ch. 5, art. 10
disposition générale, 1995, ch. 5, art. 8 et 25 à 29
disposition générale, 2012, ch. 19, art. 495 tel que modifié par 2013, ch. 33, al. 195(1)c)
dispositions transitoires, 1995, ch. 5, art. 11, 12
EEV, 1995, ch. 5, art. 1 à 10 et 25 à 29 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 1995, ch. 17, art. 43 en vigueur à la sanction 22.06.95
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2013, ch. 33, art. 195 et 199 en vigueur à la sanction 26.06.2013.

Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le, voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le
(*Department of External Affairs Act*)

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-6

(*Department of Indian Affairs and Northern Development Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75; 2002, ch. 7, art. 154(A)
art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 76; 2002, ch. 7, art. 155(A)
art. 6, 1991, ch. 50, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 77; 2002, ch. 7, art. 156
EEV, 1991, ch. 50, art. 30 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75 à et 77 en vigueur 01.04.99 voir art. 79
EEV, 2002, ch. 7, art. 154 à 156 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1

(*Department of Veterans Affairs Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)
art. 1.1, ajouté, 2011, ch. 24, art. 179
art. 2, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 4, 2000, ch. 34, art. 11
art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12
art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34, art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100; 2011, ch. 24, art. 180
art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100
art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14
art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161
art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15
art. 6.3, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.4, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.5, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27
art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b); 2012, ch. 19, al. 695(1)c); 2013, ch. 40, al. 237(1)f)

M

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1 (suite)

art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)(A)
art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 7, 1992, ch. 1, art. 140
disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21
dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18
EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90;
— par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 voir TR/95-110;
— par. 5.1(4) édicté par l'art. 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 voir par. 64(2);
— par. 1(1) et (2) et les par. 5.1(1) à (3) de la *Loi sur le Ministère des anciens combattants*, édictés par l'art. 2, abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction voir par. 22(3)
EEV, 1995, ch. 18, art. 100 et 101 en vigueur 15.09.95 voir TR/95-108
EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 voir TR/99-46
EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105;
— par. 13(1), le passage de l'art. 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'al. a), édicté par le par. 13(2), l'al. 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 voir TR/2002-149;
— al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 voir TR/2003-131;
— al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 voir TR/2003-150 et Erratum, vol. 137, n° 19, p. 2428(F);
— par. 13(4) et (5) en vigueur 17.12.2012 voir TR/2012-100.
EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-58
EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97

EEV, 2011, ch. 24, Partie 17 (art. 179 et 180) en vigueur à la sanction 15.12.2011
EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 695(1)c) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17
EEV, 2013, ch. 40, al. 237(1)f) en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Ministère des Consommateurs et Sociétés, Loi sur le, voir Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, Loi sur le *(Department of Consumer and Corporate Affairs Act)*

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-15 *(Department of Fisheries and Oceans Act)*

Le ministre des Pêches et des Océans

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le, voir Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi sur le *(Department of Human Resources and Skills Development Act)*

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le — 1994, ch. 41 *(Department of Natural Resources Act)*

Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18 *(Department of Transport Act)*

Le ministre des Transports

M

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18 (suite)

art. 7, 1996, ch. 10, art. 271.1
art. 7.1, ajouté, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353; 1996, ch. 10, art. 272
art. 12, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171
 EEV, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 *voir* TR/88-26
 EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
 EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
 EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16 (Department of Public Works and Government Services Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

art. 2, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007, ch. 29, art. 151
art. 6, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121
art. 7, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A); 2005, ch. 30, art. 122
art. 8, 2007, ch. 29, art. 152
art. 9, 2005, ch. 30, art. 123
art. 9.1, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153; 2012, ch. 19, art. 712
art. 9.2, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153
art. 10, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002, ch. 7, art. 157
art. 12, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A)
art. 16, 2013, ch. 33, art. 227
art. 20, 2005, ch. 30, art. 124
art. 22.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 22.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 22.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 23, 2001, ch. 4, art. 159
art. 23.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307
art. 60, 1996, ch. 16, art. 62
 dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28
 modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249
 EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les art. 32, 54 et 55, en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96 *voir* TR/96-91; art. 32 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
 EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 30, art. 120 à 124 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125 – Non en vigueur
 EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 en vigueur 05.05.2008 *voir* TR/2008-52
 EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction 22.06.2007
 EEV, 2012, ch. 19, art. 712 en vigueur à la sanction 29.06.2012
 EEV, 2013, ch. 33, art. 227 en vigueur à la sanction 26.06.2013

Ministère du Développement social, Loi sur le — 2005, ch. 35 (Department of social Development Act)

Le ministre du Développement social

LOI ABROGÉE, 2012, ch. 19, art. 685 (01.03.2013)
art. 10, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 15, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 40, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 41, 2005, ch. 35, art. 68(A)
 disposition de coordination, 2005, ch. 35, art. 68(A)
 disposition générale, 2012, ch. 19, art. 686 (Conseil national du bien-être social)
 EEV, 2005, ch. 35, à l'exception de l'art. 68, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97; art. 68 en vigueur à la sanction 20.07.2005
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), art. 686 en vigueur 27.07.2012 *voir* TR/2012-61; art. 685 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11 (Department of Canadian Heritage Act)

Le ministre du Patrimoine canadien; les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti

M

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11 (suite)

sont transférées au ministre de l'Environnement (TR/2004-112)

art. 4, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005, ch. 2, art. 1; 2013, ch. 33, art. 214

art. 5, 2005, ch. 2, art. 2; 2013, ch. 33, art. 215

art. 7, 2001, ch. 4, art. 155

dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15

dispositions transitoires, 2013, ch. 33, art. 216 à 220

dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47

EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction 13.06.2002

EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 *voir* TR/2003-129

EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction 24.02.2005

EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 214 à 220 en vigueur 30.09.2013 *voir* art. 224

Ministères du gouvernement *voir* (Departments of Government)

Gestion des finances publiques, Loi sur la, art. 14, pour le
Ministère des Finances

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le

Ministère de l'Environnement, Loi sur le

Ministère de l'Industrie, Loi sur le

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le

Ministère des Finances (pour la *Loi sur la gestion des finances publiques*, art. 14 *voir* Gestion des finances publiques, Loi sur la)

Ministère de la Justice, Loi sur le

Ministère de la Santé, Loi sur le

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le

Ministère des Transports, Loi sur le
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le
Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le

Ministre des Finances à faire certains versements, Loi autorisant le (*voir* Versements, Loi autorisant le Ministre des Finances à faire certains)

(Payments, An Act to authorize the Minister of Finance to make certain)

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications (Alberta et Saskatchewan), Loi sur la — 2002, ch. 3 (Claim Settlements (Alberta and Saskatchewan) Implementation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 2002, ch. 3 en vigueur 21.03.2002

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33 (Manitoba Claim Settlements Implementation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F)

art. 12, 2002, ch. 3, art. 9

art. 13, 2002, ch. 3, art. 10

EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000

EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction 21.03.2002

M

Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto, Loi de — 2007, ch. 30

(*Kyoto Protocol Implementation Act*)

Le ministre de l'Environnement

LOI ABROGÉE, 2012, ch. 19, art. 699 (en vigueur)
EEV, 2007, ch. 30 en vigueur à la sanction 22.06.2007
EEV, 2012, ch. 19, art. 699 en vigueur à la sanction 29.06.2012

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20

(*Quarantine Act*)

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1
art. 63, 2007, ch. 27, art. 2
art. 71, 2007, ch. 27, art. 3
EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des art. 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 voir TR/2006-143; art. 83 en vigueur à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007
EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 voir art. 5

Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

(*Foreign Missions and International Organizations Act*)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 1
art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 2
art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 4
art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)n)
art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)n)
art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 6
art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6
art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8

annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9
disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7
disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16
EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 voir TR/92-5
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76
EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 voir TR/2000-95
EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002
EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12

(*Modernization of Benefits and Obligations Act*)

Déposé par le ministre de la Justice

art. 1.1, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15
art. 66, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
art. 68, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
art. 134, 2001, ch. 17, art. 263(A)
art. 174, 2004, ch. 16, art. 18
art. 222, abrogé, 2000, ch. 34, al. 96b)
disposition de coordination, 2000, ch. 34, al. 96b)
modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10
EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction 29.06.2000;
— art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73, 78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117 à 119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173, par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248, 254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76;
— art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163, en vigueur 15.09.2000 voir TR/2000-85;
— art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163 et modifié par l'art. 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en vigueur 07.04.2005 voir TR/2005-30;
— par. 59(2) en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16 et par. 340(2);
— (*Remarque* : art. 66 et 68 abrogés avant leur entrée en vigueur par 2003, ch. 26, art. 37)

M

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12 (suite)

- art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-118
- art. 97, 128, 174, par. 175(2), 176(1), art. 177, 178, 180 à 186, 275, 277, 286 à 288 et 290 en vigueur 01.01.2012 voir TR/2011-118;
- art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-147;
- par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 voir TR/2001-25;
- art. 111 à 113 en vigueur 01.01.2001 voir par. 340(3);
- art. 116 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-186 voir aussi erratum *Gazette du Canada Partie II*, Vol. 139, n° 9, p. 947;
- art. 120 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76 et par. 340(4);
- art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 voir TR/2001-90
- art. 222 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2000, ch. 34, al. 96b);
- art. 89, 90, par. 107(1) et (3) et art. 109 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir par. 340(1) – Non en vigueur
- EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction 29.06.2000
- EEV, 2000, ch. 34, al. 96b) en vigueur à la sanction 20.10.2000
- EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur 31.07.2000 voir par. 263(2)
- EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21
- EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction 06.05.2004
- EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22

(Public Service Modernization Act)

Déposé par le président du Conseil du Trésor

- art. 167, 2003, ch. 22, art. 262
- art. 210, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
- art. 224 (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)
- art. 225, 2003, ch. 22, art. 263
- art. 229, 2005, ch. 38, par. 144(10)
- dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263
- dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70
- disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
- disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)
- dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)

- EEV, 2003, ch. 22,
- art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;
- préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-22;
- art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-25;
- art. 5 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-159;
- art. 14 et 19, les définitions de « ancienne Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle Commission », à l'art. 68, et les art. 77 à 83 et 246 à 250 en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;
- art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-42;
- art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
- partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-al. 209(1)c) (ii), de l'al. 211b) et de l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-23;
- sous-al. 209(1)c)(ii), l'al. 211b) et l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-123
- parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
- abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 voir art. 285 et TR/2005-21;
- abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 voir art. 284 et TR/2005-121
- art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'art. 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'art. 12), et la définition de « nouvelle loi », à l'art. 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122
- art. 15 à 18, 20, et 84 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 286 – Non en vigueur
- EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003
- EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004
- EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004
- EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

M

Modernisation du droit d'auteur, Loi sur la voir Loi sur le droit d'auteur — 2012, ch. 20 (*Copyright Modernization Act*)

Modification législative (Charte canadienne des droits et libertés), Loi de — L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.) (*Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms) Amendment Act*)

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 voir
TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur
15.10.85 voir TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 voir
TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 voir TR/86-192

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52 (*Currency Act*)

Le ministre des Finances (art. 2)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16,
al. 60(1)e); 1999, ch. 4, art. 9
art. 3, 1999, ch. 4, art. 10
art. 4, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17
art. 5, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17
art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17
art. 7, 1999, ch. 4, art. 11
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12;
2012, ch. 19, art. 388
art. 9, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4,
art. 13(F); 2012, ch. 19, art. 389
art. 9.01, ajouté, 2012, ch. 19, art. 389
art. 9.1, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4,
art. 14
art. 17, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.2, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.3, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 19, 2005, ch. 30, art. 114
art. 20, L.R., ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114
art. 21, 2005, ch. 30, art. 114; 2012, ch. 19, art. 172
art. 22, 2005, ch. 30, art. 115; 2012, ch. 19, art. 173
art. 23, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116
dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118

disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 194 (application *re*
par. 21(2) et 22(2))
annexe, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.), art. 1; L.R., ch. 22
(2^e suppl.), art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35
(3^e suppl.), art. 23
EEV, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.) en vigueur 26.02.85
EEV, L.R., ch. 22 (2^e suppl.) en vigueur 27.06.86
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, L.R., ch. 3 (4^e suppl.) en vigueur 22.03.88
EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 voir
TR/99-33
EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 voir
TR/2005-126
EEV, 2012, ch. 19, art. 172, 173, 194, 388 et 389 en vigueur
à la sanction 29.06.2012

Monnaie royale canadienne, Loi sur la — L.R. (1985), ch. R-9 (*Royal Canadian Mint Act*)

Le ministre des Finances (TR/2011-49)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 1; 1996, ch. 16,
al. 60(1)p); 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129
art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130
art. 3, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 3.1-3.2, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 4, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2
art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999,
ch. 4, art. 3
art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999,
ch. 4, art. 3
art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999,
ch. 4, art. 3
art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 5; ajouté, 1999,
ch. 4, art. 3
art. 6.1, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.2, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.3, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.4, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.5, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.6, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 7, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 6; 1999, ch. 4, art. 4
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5

M

Monnaie royale canadienne, Loi sur la — L.R. (1985), ch. R-9 (suite)

art. 9, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)
art. 10, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 8
art. 11, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298
art. 12, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 10
art. 14, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 11(F)
art. 16, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 12
art. 18, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)
art. 20, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7
art. 21-25, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14
annexe, ajoutée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432, DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250, DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17, DORS/2006-233; DORS/2007-22, DORS/2007-177; DORS/2011-192, DORS/2011-324
disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Montréal, Avances au Havre de (*Montreal Harbour Advances*)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

Montréal, Gardien de port pour le havre de — 1882, ch. 45 (*Montreal, Port Warden*)

art. 2, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 3, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 4, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 5, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 6, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 7, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 11, 1991, ch. 32, art. 5
art. 12, 1991, ch. 32, art. 6
art. 24, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7
art. 27, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8
art. 28, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9
art. 29, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 30, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 31, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 32, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 33, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10
disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11
EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80
EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12 (*Montreal Terminals Act*)

Montréal et Toronto Vente de réserves militaires — 1908, ch. 51 (*Montreal and Toronto (Sale ordinance lands)*)

Monument national de l'Holocauste, Loi sur le — 2011, ch. 13 (*National Holocaust Monument Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien (2013, ch. 33, art. 221)

art. 2, 2013, ch. 33, art. 221
art. 7, 2013, ch. 33, art. 222
art. 8, 2013, ch. 33, art. 223
EEV, 2011, ch. 13 en vigueur à la sanction 25.03.2011
EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 221 à 223 en vigueur 30.09.2013 *voir* art. 224

Morand, Monsieur le juge Donald Raymond, pension à jouissance — 1978-79, ch. 8 (*Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity*)

M

Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd.

— **1916, ch. 20**

(*Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act*)

Multiculturalisme canadien, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. 24 (4^e suppl.)**

(*Canadian Multiculturalism Act*)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (TR/2008-136)

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7, art. 129

EEV, L.R., ch. 24 (4^e suppl.) en vigueur 21.07.88

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79

EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

Musée canadien de l'immigration au Quai 21,

Loi constituant un nouveau — 2010, ch. 7

***voir* Loi sur les musées**

(*Museum of Immigration at Pier 21 Act, Creating Canada's New National*)

Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3

(*Museums Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de ministre pour l'application de cette loi à l'égard du Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien des civilisations, du Musée canadien de la nature et du Musée national des sciences et de la technologie (TR/93-104 *voir aussi* 1995, ch. 11, art. 46)

art. 2, 2008, ch. 9, art. 1

art. 7, 2013, ch. 38, art. 2

art. 8, 2013, ch. 38, art. 2

art. 9, 2013, ch. 38, art. 2

art. 15.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2

art. 15.2, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2

art. 15.3, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2

art. 15.4, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2

art. 15.5, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2

art. 15.6, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2

art. 18, 1995, ch. 29, art. 46

art. 19, 2006, ch. 9, art. 279

art. 23, 2008, ch. 9, art. 3; 2010, ch. 7, art. 3

art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)

art. 24.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 4

art. 34 à 40, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3

art. 41, 1998, ch. 26, art. 76; abrogé, 2013, ch. 38, art. 3

art. 42 à 45, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3

disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47

dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45

disposition transitoire, 2010, ch. 7, art. 4

dispositions transitoires, 2013, ch. 38, art. 4 à 10

EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 *voir* TR/90-86

EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 *voir* TR/95-115

EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 *voir* TR/99-2

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction 12.12.2006

EEV, 2008, ch. 9 (sanction : 13.03.2008), art. 1 à 4 en vigueur 10.08.2008 *voir* TR/2008-92

EEV, 2010, ch. 7 (sanction : 29.06.2010), art. 2 à 4 en vigueur 25.11.2010 *voir* TR/2010-87

EEV, 2013, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur à la sanction 12.12.2013.